



Европейски парламент Parlamento Europeo Evropský parlament Europa-Parlamentet Europäisches Parlament
Euroopa Parlament Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο European Parliament Parlement européen Parlaimint na hEorpa
Europski parlament Parlamento europeo Eiropas Parlaments Europos Parlamentas Európai Parlament
Parlament Ewropew Europees Parlement Parlament Europejski Parlamento Europeu Parlamentul European
Európsky parlament Evropski parlament Euroopan parlamentti Europaparlamentet

DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN POUR L'OBSERVATION DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES AU MADAGASCAR

(7 novembre et 19 décembre 2018)

**RAPPORT DE MME LIDIA JOANNA GERINGER DE OEDENBERG
CHEF DE LA DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN**

Annexes:

A. Listes des participants pour les deux tours (Page 5)

B. Déclarations de la délégation du Parlement européen pour les deux tours (Page 6)

Introduction et contexte des élections:

Les élections présidentielles malgaches de 2018 se sont déroulées dans un contexte particulier : en 2009, un mouvement de protestation populaire contre le Président de la République a été suivi d'une intervention de l'armée qui a transmis le pouvoir à celui qui était alors maire de la capitale, malgré les protestations de la communauté internationale et d'une partie de la population. Après de nombreux aléas, l'ordre constitutionnel n'est revenu qu'en 2013, avec des élections auxquelles les deux principaux intéressés se sont engagés à ne pas participer, afin de ne pas attiser les tensions. La période 2013-2018 a été marquée par un certain nombre de crises institutionnelles et une forte instabilité politique, qui ont freiné la croissance d'un pays classé parmi les 10 plus pauvres de la planète en terme de PIB nominal par habitant. La dernière crise en date, en avril 2018, a failli replonger le pays dans ses années les plus sombres, suite à la répression des manifestations contre les nouvelles lois électorales qui ont été finalement invalidées par la haute Cour Constitutionnelle.

L'élection de 2018 a été l'occasion pour les deux protagonistes de se confronter directement dans les urnes comme ils n'avaient pu le faire 5 ans plus tôt, et pour le pays de retrouver enfin la stabilité politique nécessaire à son développement économique et social. La stabilité est également indispensable pour aider le pays à prendre les mesures nécessaires en terme de gestion responsable, transparente et à long terme des ressources naturelles et de développement durable, avant qu'il ne soit trop tard. Pour rappel, depuis l'indépendance en 1960, aucun chef d'État n'a quitté le pouvoir sans que la transition n'engendre une profonde crise politique et économique, alimentée par les oppositions entre des partis politiques faibles qui tiennent moins de la démocratie représentative que de réseaux et d'alliances circonstancielle autour d'intérêts économiques et financiers.

L'élection a vu 36 candidats s'affronter, et parmi eux 4 anciens chefs de l'État, et 3 anciens Premiers Ministres. Les résultats finaux ont été proclamés le 8 janvier 2019 par la Haute Cour qui a proclamé Andry Rajoelina vainqueur avec 55.66 % des voix contre 44.34 % à son concurrent Marc Ravalomanana. Pour rappel, les deux finalistes avaient recueilli respectivement 39.23 % et 35.35 % des voix au premier tour, le candidat arrivé en 3^e position ayant reçu 8.82 % des voix, et 31 des 33 autres candidats ne dépassant pas la barre des 1 %.

Contrairement à des craintes partagées par de nombreux observateurs sur un enchaînement de violence et de possibles débordements post-électorales, la proclamation des résultats définitifs et l'acceptation de ceux-ci par le candidat Ravalomanana se sont faits dans le calme. Cette transition pacifique, qui reste une exception dans l'histoire politique et institutionnelle de Madagascar, est de bon augure pour l'enracinement de sa démocratie.

Composition de la délégation du PE et programme

La délégation, présidée par Mme Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D, PL), était composée, pour le premier tour, de 6 députés de 5 États membres et 3 groupes politiques et non-inscrits, et au second tour de 5 députés de 3 États membres et 2 groupes politiques et non-inscrits. Elle était intégrée dans la mission de l'UE elle-même dirigée par M. Cristian Dan Preda (PEE, RO).

Les programmes se sont articulés autour de réunions avec les principaux candidats ou leurs représentants ; les représentants des autorités électorales compétentes ; l'envoyé spécial de l'ONU ; les représentants de la société civile et de projets financés par l'UE ; la délégation de l'UE et l'Équipe Cadre.

Lors du premier tour, la délégation s'est scindée en trois équipes qui ont observé à Antananarivo, Antsirabe et Itasy. Lors du second tour, les deux équipes de la délégation ont observé le scrutin dans les alentours immédiats de la capitale.

Principaux points et conclusions

En plus des conclusions préliminaires de la MOE présentées par l'Observateur en Chef lors des Conférences de Presse des 9 novembre et 21 décembre auxquelles elle a souscrit pleinement, un certain nombre de points ont été mis en avant par la délégation du PE par la voix de sa présidente :

- Le calme dans lequel les deux tours se sont déroulés doit être souligné. Comme indiqué précédemment, Madagascar a une longue histoire de violence électorale, et les développements autour de la réforme constitutionnelle en avril 2018 auraient pu laisser présager du pire. Malgré quelques échauffourées dans les jours suivants le second tour, le climat est resté très largement pacifique. La communauté internationale a surveillé de très près tout risque de débordement, et a pu adresser de façon très directe les mises en garde nécessaires aux principaux candidats susceptibles d'attiser les violences. Au second tour en particulier, la Mission de l'UE et la délégation du PE ont clairement signifié aux finalistes que toute contestation éventuelle ne pouvait se faire que par les voies légales, et en aucun cas via la rue.
- Les risques de débordements et de violence électorale ont été d'autant plus surveillés par la communauté internationale et les observateurs que diverses accusations de fraudes, erreurs et manquements ont été portées par certains candidats, en amont des deux tours, le jour des scrutins ou le lendemain. Ayant observé elle-même pour le 1er tour certaines pratiques qui pourraient s'apparenter à de l'achat de voix, la mission d'observation de l'UE s'est gardée de commenter les accusations de délits qu'elle n'avait pas directement observés.

Nombreuses de ces accusations n'ont pas été étayées de preuves concrètes par les plaignants, et n'ont pas fait l'objet d'un dépôt formel de plainte. A posteriori, un certain nombre de ces accusations peuvent être appréhendées comme une opération tactique de communication, visant à instiller de manière préemptive le doute sur un résultat jugeant non satisfaisant par un candidat, quitte à retirer après coup ces accusations si les résultats sont en fin de compte positifs, ce qui a d'ailleurs été fait dans un certain nombre de cas.

- Les faiblesses observées lors du 1er tour dans la gestion des opérations de vote le jour du scrutin ont été en grande partie résorbées pour le 2nd tour (distribution des cartes d'électeur, formation des membres des bureaux de vote etc.).
- Le rôle et la place des femmes a aussi fait l'objet de commentaires de la délégation du Parlement européen : si elles sont présentes dans les bureaux de vote, comme électrices ou personnel d'encadrement des bureaux, elles sont véritablement absentes du jeu politique.
- En ce qui concerne la campagne électorale, et au-delà des observations faites par la mission d'observation de l'UE, la délégation du Parlement a souligné publiquement et auprès des différents interlocuteurs le problème que pose la non mise en œuvre de certaines des recommandations déjà exprimées par l'UE en 2013. En effet, seule une partie des 33 recommandations émises alors se sont traduites par des changements législatifs et réglementaires concrets. Parmi les recommandations non mises en œuvre se trouve la question du plafonnement des dépenses de campagne et du contrôle de l'origine des fonds de campagne.
- La manifestation la plus flagrante de cette absence de plafonnement est le fait que les campagnes pour les présidentielles malgaches figurent parmi les plus chères au monde par voix obtenue, une situation totalement inappropriée dans l'un des pays les plus pauvres de la planète. La conséquence de cette absence de plafonnement est le déséquilibre des moyens des candidats et le risque d'une confiscation progressive du jeu électoral par les élites politico-économiques du pays, si des règles claires, équitables et transparentes ne sont pas rapidement adoptées.

Suivi de la mission

Par le biais de ses différents organes, le Parlement européen va veiller à ce que les recommandations qui seront émises soient véritablement mises en œuvre. Il s'associera donc autant que faire se peut à la mission de retour de l'observateur en chef (date à confirmer), et veillera également à l'association de la société civile malgache à cet exercice.

Annexes:

A. Liste des participants

Membres de la délégation au premier tour

Lidia Joanna GERINGER DE OEDENBERG, S&D, Chef de la Délégation

José Inácio FARIA, EPP

Joachim ZELLER, EPP

Nina GILL, S&D

Tamás MESZERICS, Greens/European Free Alliance

Dobromir SOŚNIERZ, NI

Membres de la délégation au second tour

Lidia Joanna GERINGER DE OEDENBERG, S&D, Chef de la Délégation

Bogdan Andrzej ZDROJEWSKI, EPP

Joachim ZELLER, EPP

Julie WARD, S&D

Dobromir SOŚNIERZ, NI

B. Déclarations de la délégation du PE

Premier tour

Antananarivo, le 9 novembre 2018

**Déclaration de Mme Lidia Geringer de Oedenberg
Chef de la délégation du Parlement européen
Élections présidentielles au Madagascar, 7 novembre 2018**

Mesdames, Messieurs,

Merci de votre présence et votre intérêt pour le travail de la Mission d'Observation Électorale de l'Union Européenne. Je suis Lidia Geringer de Oedenberg, cheffe de la délégation du Parlement européen, composée pour ces élections de 6 députés issus de 5 États membres de l'Union européenne.

Je voudrais en premier lieu remercier le peuple malgache et les autorités de votre pays pour l'invitation qui nous a été adressée de venir observer ces élections.

Permettez-moi de souligner que la délégation du Parlement européen souscrit pleinement aux conclusions présentées par notre ami et collègue député européen Cristian Dan Preda, Observateur en Chef de l'Union européenne. Je profite de cette occasion pour le remercier, ainsi que son équipe, pour l'excellent travail qu'ils ont accompli lors de ces dernières semaines.

Je souhaiterais revenir sur quelques aspects que l'Observateur en Chef a évoqué dans son intervention, afin de souligner les points qui, pour le Parlement européen, sont d'une réelle importance.

En ce qui concerne le jour même des élections, notre délégation s'est scindée en trois équipes qui ont observé à Antananarivo, Itasy et Antsirabe. Nous avons été particulièrement marqués par la dignité du peuple malgache qui a pris cette élection très à cœur. Par nature pacifiques, les citoyens malgaches se sont abstenus de toute violence, et nous formons le vœu le plus vif que ceci puisse perdurer jusque la fin du processus électoral.

Nous avons spécialement apprécié le rôle des femmes dans la gestion des bureaux de vote ; elles sont le pilier de cette nation, de la société malgache, et nous attendons que leur rôle soit reconnu à sa juste valeur dans le corps politique.

Le Parlement européen s'est engagé dans le temps en faveur de la consolidation de la démocratie au Madagascar : nous avons observé les élections en 2013, et envisageons cette séquence électorale de 2018 comme une étape essentielle, et donc une opportunité unique qui doit être saisie pour tirer les enseignements et prendre les décisions qui s'imposent.

Un des éléments centraux que je voudrais souligner devant vous aujourd'hui est la question des recommandations présentées par l'Union européenne : en 2013, l'Union européenne a dressé une liste précise de recommandations basées sur ses observations. Une partie de ces 33 recommandations a été mise en œuvre, ce dont nous nous réjouissons.

Mais tout ce qui concerne le financement des campagnes n'a pas été abordé, et nombre des recommandations présentées à ce sujet sont restées lettre morte, notamment en ce qui concerne le plafonnement des dépenses. Tous nos interlocuteurs nous ont fait part d'une claire domination de la campagne par certains candidats ayant visiblement accès à des ressources disproportionnées. En ce qui concerne la traçabilité de ces fonds, nous formons le vœu que la Commission de Contrôle du Financement de la Vie Politique soit dotée de tous les moyens et ressources qui lui permettent de jouer pleinement le rôle important qui est le sien.

L'exécutif et le législatif doivent se saisir de ces questions, travailler de façon inclusive, notamment avec la société civile, et adopter des règles claires, équitables et transparentes pour tous les candidats. Nous appelons le futur Président de Madagascar à s'engager sans réserve et sans arrières pensées dans cette voie.

Enfin, cette campagne électorale a peut-être été une occasion manquée de tenir des discussions approfondies entre candidats confrontant leurs projets de société et leurs visions du futur de Madagascar, et non de simples présentations de leurs positions respectives. Les exigences du peuple malgache sont vives, notamment en ce qui concerne l'extrême pauvreté frappant une trop grande partie de la population. Le développement économique, la protection et la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, et notamment la fin du déboisement sauvage et illégal, ou encore la lutte contre la corruption sont aussi des priorités auxquelles le nouvel exécutif doit apporter une réponse.

Cette élection présidentielle est un peu celle de la dernière chance, comme nous l'ont souligné les nombreux interlocuteurs malgaches que nous avons rencontrés. Tous attendent de leur nouveau président qu'il prenne enfin toutes les décisions qui s'imposent pour leur avenir, à la fois en matière de développement social et économique, de consolidation démocratique du pays, et en terme de réconciliation nationale. L'Union européenne sera, comme elle l'est depuis soixante ans déjà, présente à vos côtés sur ce chemin.

Merci.

Second tour

Antananarivo, le 21 Décembre 2018

**Déclaration de Mme Lidia Geringer de Oedenberg
Chef de la délégation du Parlement européen**

**Élections présidentielles au Madagascar
2nd tour, 19 Décembre 2018**

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Merci de votre intérêt renouvelé pour le travail de la Mission d'Observation Électorale de l'Union Européenne. Comme vous le savez, le Parlement européen a envoyé une délégation pour ce second tour, et je suis venue à Madagascar avec 4 de mes collègues députés européens. C'est l'occasion pour moi de remercier à nouveau le peuple malgache et les autorités de votre pays pour l'invitation qui nous a été adressée et surtout pour l'accueil si chaleureux qui nous a été réservé.

Comme cela a été le cas lors du premier tour, la délégation que je conduis souscrit pleinement aux conclusions présentées par notre ami et collègue député européen Cristian Dan Preda, Observateur en Chef de l'Union européenne. Les observations et conclusions qu'il a présentées reflètent en tous points notre évaluation de ce processus électoral.

Nous avons pu observer ce second tour dans de bonnes conditions, les membres des bureaux de vote ayant manifesté ouverture, disponibilité et transparence à notre égard. L'enthousiasme des jeunes votants était communicatif. Il est important aussi de noter une nette amélioration de la façon dont ces élections ont été menées pour ce second tour : les autorités compétentes ont pris la mesure des quelques faiblesses du premier tour et ont su en grande partie y remédier. Il faut s'en féliciter. Par ailleurs, le calme dans lequel ce second tour s'est déroulé est de bon augure pour la finalisation de ce processus électoral.

Je voudrais, comme lors du premier tour, souligner un aspect qui nous paraît central, à savoir le non plafonnement des dépenses de campagne. Cette recommandation avait été émise par la mission de l'Union européenne en 2013 déjà, mais n'a pas été mise en œuvre. C'est pourtant un enjeu de taille pour la vie démocratique du pays. Il doit absolument être corrigé, et je souhaite vivement que cela soit le cas au plus vite. L'Union européenne et son Parlement seront particulièrement vigilants à cet égard. De la même façon, en ce qui concerne la transparence des fonds, de vraies mesures doivent être prises. Nous formons le vœu que la Commission de Contrôle du Financement de la Vie Politique ait rapidement toutes les ressources pour mener à bien son importante mission.

Nous avons eu l'occasion, pour ce second tour, de rencontrer un certain nombre d'acteurs de la vie politique malgache, et notamment les deux candidats, ou des institutions et de la société civile. Je souhaiterais à cet égard aujourd'hui revenir sur quelques éléments qui me paraissent essentiels au lendemain de ce scrutin.

Tout d'abord, la place des femmes dans la vie politique malgache. Si elles sont engagées dans la conduite des bureaux de vote, elles ne sont pas suffisamment représentées dans la vie politique malgache, à la hauteur de leur poids dans la population.

Nous avons entendu des commentaires sur de possibles fraudes et irrégularités dans la conduite du premier tour ou dans la préparation et la conduite du second. Ce n'est pas le lieu ni le moment de porter un jugement sur la validité de certaines des preuves apportées ou sur la pertinence de telles accusations. En revanche, il est crucial que toute contestation se fasse par le prisme du droit exclusivement : tout candidat qui pense détenir des preuves de fraude doit les soumettre aux autorités compétentes, pour un traitement approprié.

J'insiste sur cet aspect : la voie légale est la seule option pour contester un résultat, la rue et ses violences ne peuvent pas être une option. Je suis rassurée d'entendre que les deux candidats nous ont confirmé, chacun à leur tour, leur détermination en ce sens. Ils ont tous deux conscience de leur responsabilité à cet égard, et se sont engagés à n'utiliser que les voies légales et à appeler au calme en cas de débordements.

Si le processus électoral déraile du fait d'un candidat qui n'accepte pas le résultat des urnes, une nouvelle crise s'ensuivra, plongeant le pays dans ses démons du passé, et Madagascar perdra de nombreuses et précieuses années à se relever. Les Malgaches, qui ont fait preuve de maturité politique, veulent pouvoir enfin se concentrer sur leur avenir. Les défis sont énormes en termes d'éducation, de santé publique, de protection de l'environnement, de développement durable et de croissance économique.

Je suis convaincue que les candidats, dont l'un sera président et l'autre vraisemblablement la figure de proue de l'opposition, garderont ceci en tête dans les jours et semaines à venir.

Merci.